

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

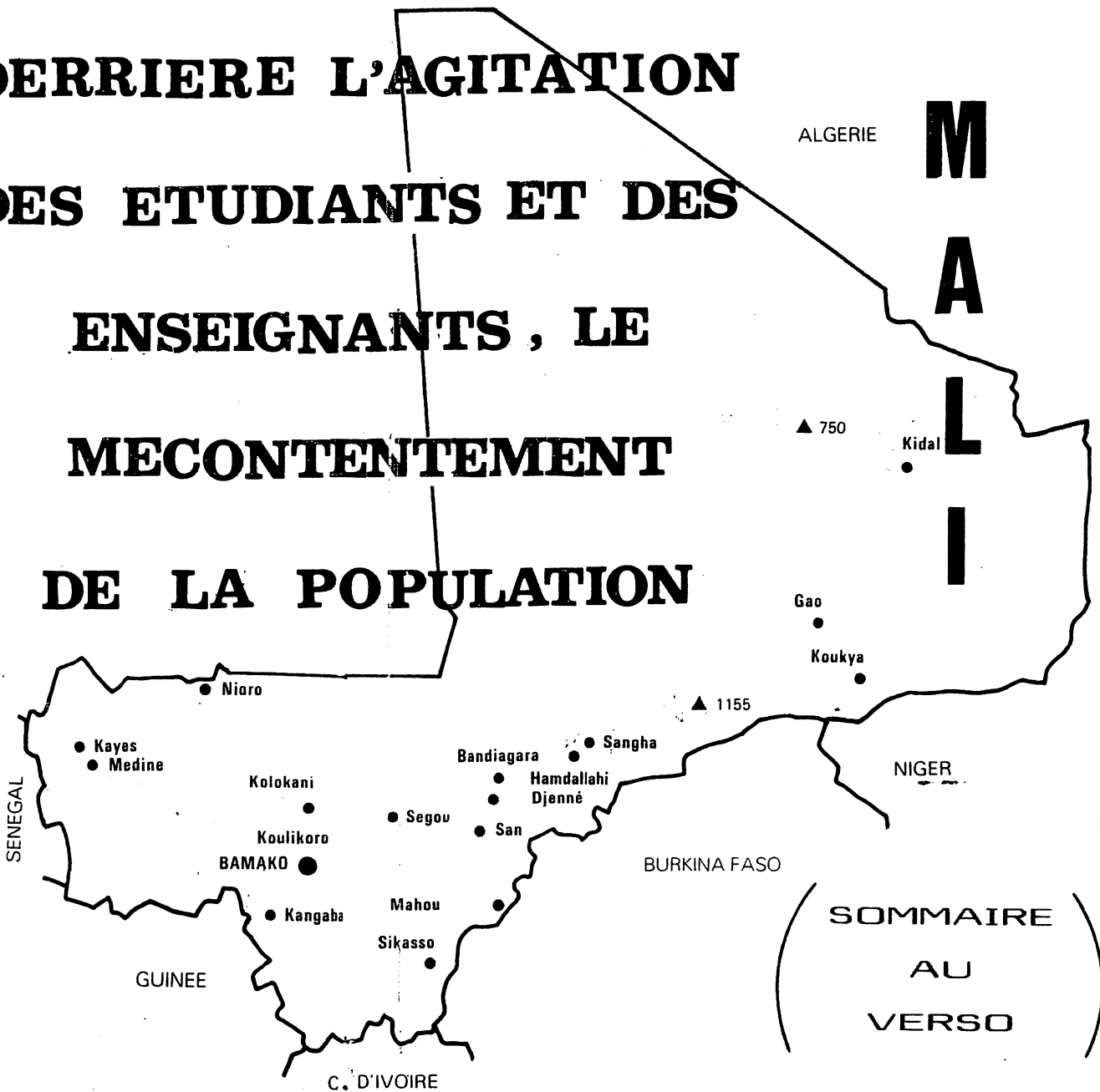
ISSN 0241 0494

LE 3 AVRIL 1988

N° 169

PRIX: 3 FF

DERRIERE L'AGITATION DES ETUDIANTS ET DES ENSEIGNANTS, LE MECONTENTEMENT DE LA POPULATION



SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 3 à 7

- Sénégal: le "démocrate" Diouf dévoile son vrai visage mais le "Sopi" de Wade...

- OMVS: il y a ceux qui se frottent les mains et ceux qui sont inquiets.

Page 8

- Tchad: l'objectif du syndicat est la "défense de l'intégrité territoriale"

- Côte d'Ivoire: la SOGE-FIHA expulse les petits salariés

Page 9

- Afrique du Sud: Dulcie September victime d'un terrorisme d'Etat

Pages 10 et 11

- Elections présidentielles en France: les travailleurs ne peuvent compter que sur leur lutte.

ABONNEMENT

France: 1 an

- Pli ouvert: 55 FF
- Pli fermé: 65 FF

Etranger

- Ecrire au journal

ADRESSE

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT, B.P. 42
92114-CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

MALI : DERRIERE L'AGITATION DES ETUDIANTS ET DES ENSEIGNANTS, LE MECONTENTEMENT DE LA POPULATION

A Bamako, au début du mois de mars dernier, des étudiants de l'Ecole normale supérieure (ENSUP) ont organisé une manifestation de protestation contre la mutation, puis la révocation d'un de leurs professeurs. Ils ont été brutalement dispersés par la police. Plusieurs manifestants ont été interpellés, neuf étudiants ont été expulsés de l'Ecole et deux enseignants de l'ENSUP, accusés d'être à l'origine de la manifestation, ont été arrêtés.

Par ailleurs, 85 enseignants, appartenant à une section du syndicat national de l'Education et de la Culture, qui avaient suivi en février le mot d'ordre de grève d'une semaine pour protester contre le retard des salaires ont été "mutés pour fait de grève". Selon certaines informations, certains d'entre eux seraient arrêtés et gardés toujours en prison.

Les étudiants et les enseignants ne sont pas les seuls à avoir des revendications. Pour les premiers, ce sont les bourses supprimées ou versées avec retard, pour les seconds ce sont les salaires déjà maigres qu'ils n'arrivent même pas à toucher après des mois d'attente.

Le retard des salaires, c'est le cas de la presque totalité des fonctionnaires. Et la grève des enseignants reflète certainement la colère qui règne parmi les employés de l'Etat, et au-delà des fonctionnaires, celle de l'ensemble de la population pauvre dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader pendant que la petite clique au pouvoir se remplit les poches.

Moussa Traoré sait bien qu'à part lui, ses collègues galonnés et leur entourage qui vivent bien, la majorité des fonctionnaires n'ont pas d'autres ressources que leurs maigres salaires pour faire vivre leurs familles. Alors doivent-ils attendre un retard de salaires de deux ou trois mois sans rien dire? Les fonctionnaires maliens ont au contraire fait preuve de beaucoup de patience, face aux retards chroniques de salaires qui durent depuis plusieurs années.

Moussa Traoré a réprimé le mouvement de grève des enseignants et la manifestation des étudiants avant qu'ils n'atteignent les autres couches de la population, plus particulièrement l'ensemble des fonctionnaires victimes du manque de liquidités du principal employeur du pays, l'Etat.

En tout cas, la manifestation des étudiants et la grève des enseignants ont montré que même dans un pays de dictature comme le Mali, on peut lutter.

Et si les petits fonctionnaires, les travailleurs, les paysans pauvres, suivent leur exemple en descendant massivement dans la rue pour exiger que les dirigeants construisent des écoles, des dispensaires, des maternités et creusent des

puits cimentés dans tous les villages; s'ils réclament que l'argent des impôts soit utilisé pour améliorer leurs conditions de vie, cela pourrait faire trembler les galonnés et civils qui sont au pouvoir depuis vingt ans et qui s'enrichissent sur leur dos.

Oui, une démonstration de force des populations pauvres provoquerait une grande peur chez ces gens et les amènerait au moins à réfléchir deux fois avant de réprimer pour un oui ou pour un non. La pire des choses serait de baisser les bras, de se résigner en acceptant la misère et la dictature comme une sorte de fatalité.

SENEGAL

LE "DEMOCRATE" DIOUF DEVOILE SON VRAI VISAGE MAIS LE "SOPI"

DE WADE NE DOIT PAS CACHER SA TROMPERIE A L'EGARD DES EXPLOITES

Ainsi donc comme c'était prévisible, Abdou Diouf et son parti le PS, ont remporté les élections du 28 février dernier. Les résultats officiels donnent 73,2 % à Diouf, 25,80 % à Wade, 0,25 % et 0,75 % aux deux autres candidats du AJ-MRDN et du PLP.

Abdou Diouf aurait certainement préféré que sa "victoire" fût fêtée dans la rue. Mais ce sont plutôt des manifestations de colère qui ont éclaté dans les quartiers populaires de Dakar dès l'annonce des résultats partiels, au soir de la journée électorale.

Le journal "Le Soleil", (quotidien gouvernemental) du 29 février titrait en première page: "La sérénité a prévalu". Mais le lendemain, la "sérénité" a laissé la place à "Dakar sous le choc".

Durant la nuit du dimanche et la journée du lundi, les rues de Dakar étaient en effet envahies par des manifestations, notamment des jeunes qui criaient leur colère et leur indignation contre les fraudes électorales. Le slogan le plus répandu était "Sopi! sopi!" (changement! changement). C'était un des slogans du PDS durant la campagne électorale avant de devenir le slogan de tous les partis de l'opposition.

Diouf décrète, sans attendre, l'Etat d'urgence et le couvre-feu sur toute la région du Cap Vert. Plusieurs centaines de manifestants ont été arrêtés de même que des dirigeants de l'opposition (Wade est toujours en prison à l'heure où nous écrivons tandis que Abdoulaye Bathily, puis A. Dansokho, respectivement dirigeants de LD/MPT et du PIT ont été relâchés).

Les manifestants ont été traités de tous les noms calomnieux: "bandes de pillards", "voyous" et autres "délinquants" soi-disant manipulés par les partis d'opposition. Le journal "Le Soleil" montrait, pour faire peur à ses lecteurs et surtout pour justifier l'Etat d'urgence, des photos de scènes de violence: des vitrines de magasins cassées ou des stations d'essence incendiées. Aucun parti de l'opposition n'a revendiqué être à l'initiative des manifestations.

En réalité, la fraude électorale contre laquelle protestaient les jeunes -qui d'ailleurs pour la plupart d'entre eux n'avaient même pas le droit de vote- n'était que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Derrière l'explosion de leur colère, il y a leur mécontentement contre les mauvaises conditions de vie, le manque de travail et l'avenir bouché pour l'écrasante majorité d'entre eux. Cette colère longtemps retenue a brusquement éclaté à l'occasion de la mascarade électorale de Diouf.

Depuis le 29 février, toute la ville de Dakar est quadrillée par des chars et des gendarmes, mitrailleurs aux poings. Les conséquences du couvre-feu pèsent surtout sur les petites gens. Elles rendent encore plus dure la vie à la population qui souffre déjà de la dégradation des conditions de vie.

Le train Dakar-Bamako a été immobilisé durant au moins quinze jours. Les taxis-brousses ont été également touchés puisque rien ne devait circuler à Dakar dès la tombée de la nuit jusqu'à l'aube. Certains travailleurs immigrés partis en vacances au Sénégal ont été bloqués dans leur village et n'ont réussi à revenir ici en France qu'avec beaucoup de difficultés et un retard de plusieurs jours pour reprendre leur travail.

A Dakar même, pendant la journée, il était difficile pour ceux qui n'ont pas de moyens, de circuler en ville, parce que la SOTRAC (Société des Transports du Cap Vert) avait décidé de ne sortir aucun car jusqu'au 8 mars. Ce n'est qu'après cette date que quelques bus ont été remis en circulation et ce pour ne desservir que certains quartiers, en guise de "test". Le transport urbain est devenu un véritable casse-tête pour les travailleurs. Ceux-ci, pour se rendre au travail, doivent se débrouiller avec les "cars-rapides", le taxi étant hors de portée pour les petites gens.

La répression aidant, Abdou Diouf semble reprendre la situation en main. Mais il a tout de même prolongé l'Etat d'urgence jusqu'à nouvel ordre. Il a fait saisir récemment un numéro du journal du PDS, "Sopi". Les lycées restent fermés jusqu'à la rentrée des vacances de Pâques. Les facultés sont théoriquement ouvertes, mais le recteur a du mal à faire revenir les étudiants dans les amphithéâtres, malgré la menace de redoublement pour ceux qui n'auraient pas repris leurs cours avant le 22 mars.

De son côté, Abdoulaye Wade veut faire de son procès celui d'un martyr. Il n'a cessé de proclamer que "le président légitime du Sénégal", c'est lui. Ici dans l'immigration, "la Fédération de France du PDS" a lancé un "appel à tous les partis politiques et associations sénégalaises" pour "exiger" le "rétablissement de Abdoulaye Wade dans ses fonctions de Président légitime de tous les Sénégalais".

Comment donc Abdoulaye Wade espère "exiger" le fauteuil présidentiel confisqué par Diouf tout en se proclamant, dans le même "appel", "pour la conquête du pouvoir par les voies légales"? Car "légalement", c'est Diouf qui est "élu", et cela avec une "écrasante majorité".

Tout le monde savait à l'avance que les résultats des élections allaient être favorables à Diouf, tout comme en 1983. Diouf a avec lui tout le poids de l'appareil d'Etat, mais aussi il a toutes les possibilités de trafiquer les résultats. Et puis, même si par miracle, Diouf lui laissait la place au palais de l'avenue Roume, qu'est-ce qui changerait au Sénégal, quant au sort des pauvres?

Abdoulaye Wade parle volontiers de "sopi"; il parle de "l'avènement d'une société sénégalaise de justice sociale". Mais comment va-t-il transformer la société d'injustice actuelle en société de "justice sociale", lui qui, jusqu'à ces derniers temps, refusait qu'on qualifie le PDS de parti "d'opposition" en préférant le terme de "contribution"?

En réalité, Diouf et Wade sont interchangeable comme n'importe quel politicien bourgeois. Wade lui-même n'est qu'un transfuge de l'UPS de Senghor. Et s'il a quitté l'UPS, ce n'est que pour des raisons de querelles personnelles. Senghor prenait d'ailleurs à l'époque un malin plaisir à reprocher à son principal opposant d'alors de n'être qu'une opposition "crypto-personnelle", selon les termes de cet agrégé de grammaire française.

Politiquement, il n'y a pas de différence entre eux; mais socialement aussi ils appartiennent tous au même milieu privilégié des "élites". Actuellement avocat à la Cour d'Appel de Dakar, Abdoulaye Wade, agrégé de droit et de sciences économiques, a, lui aussi, une longue carrière derrière lui. Ancien "expert consultant" de l'OUA et de la BAD, ancien président du groupe des experts de l'OUA et de la BAD "pour les négociations internationales", Wade se vante d'avoir été à l'origine d'une charte signée en 1973 lors du sommet de l'OUA, ainsi que d'avoir été "le père" du CAEM (Centre Africain d'Etudes Monétaires) de l'OUA. Et la liste n'est pas exhaustive.

S'il y a une différence entre Wade et Diouf, c'est que le premier veut la place du second pour, enfin de compte, mener fondamentalement la même politique au service des mêmes privilégiés et pour défendre les intérêts de l'impérialisme. Le véritable changement, au Sénégal comme ailleurs, ne viendra que de la lutte des exploités et de leur mobilisation, les armes à la main s'il le faut, pour qu'eux-mêmes définissent une politique qui prenne en compte leurs intérêts.

Les politiciens comme Wade, loin d'appuyer une telle politique, veulent tout simplement tromper les pauvres, en s'appuyant sur leur colère, sur leur mécontentement face à la dégradation de leurs conditions de vie pour les conduire dans une voie de garage.

OMVS : LES BARRAGES SONT TERMINES.

IL Y A CEUX QUI SE FROTTENT LES MAINS ET CEUX QUI SONT INQUIETS

Le 30 mars dernier, le grand barrage de Manantali, au nord du Mali est enfin inauguré. Il a fallu 250 milliards de FCFA et six ans de travaux pour réaliser ce barrage considéré par tous les observateurs comme "le plus grand projet de développement jamais réalisé au Sahel".

Le fleuve sénégal est aujourd'hui doté de deux barrages, le premier à Diama, près de Saint-Louis déjà en fonction depuis quelques années et le deuxième, celui de Manantali. Ces travaux commandés en commun par le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, avaient comme objectifs: régulariser le cours du fleuve durant toute l'année afin d'empêcher les eaux marines de remonter le cours du fleuve durant la saison sèche et d'aménager des terres irriguées, rendre les eaux navigables toute l'année et enfin réaliser une production hydro-électrique à Manantali.

Le projet de la centrale hydro-électrique a finalement été abandonné "faute d'argent", officiellement. Mais en réalité, même s'il y avait des "bailleurs de fonds" prêts à accorder des crédits, les trois pays concernés n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur le tracé des lignes électriques, chacun voulant que le transport d'électricité se fasse à l'intérieur de "ses" frontières. Et il est fort probable que la raison principale de l'abandon du projet soit leur désaccord plutôt que l'impossibilité de trouver des crédits.

Et pourtant, lorsqu'en 1972 les dirigeants des trois pays se sont réunis pour parler des barrages, qu'est-ce qu'ils ne faisaient pas miroiter pour "l'après-barrage". Ils disaient que ces trois pays du sahel allaient enfin sortir du sous-développement, qu'ils atteindraient l'auto-suffisance alimentaire, que les paysans habitant le long de la vallée du fleuve Sénégal n'allaient plus enfin dépendre du climat capricieux du sahel et qu'il y aurait une grande production d'électricité favorisant l'installation d'entreprises consommatrices d'énergie. Bref, les deux barrages étaient présentés comme le miracle qui allait sauver les pays membres de l'OMVS (Office de la Mise en Valeur du fleuve Sénégal).

... / ...

Aujourd'hui, voilà les barrages terminés. Mais déjà, l'électricité, il n'y en aura pas. Il n'est même pas dit que le fleuve sera navigable toute l'année par d'autres embarcations que les pirogues. Car rien n'a été prévu pour le dragage du fleuve et pour la construction des infrastructures portuaires favorisant la circulation des bateaux. Tout comme la production électrique, les travaux d'infrastructure fluviale sont renvoyés aux calendes grecques.

Pour ce qui concerne l'aménagement des terres irriguées, jusqu'à présent 54 000 ha ont été irrigués sur les 375 000 prévus initialement. C'est la seule chose "concrète" qui est sortie du projet de barrage, à part la fin de la pénétration de l'eau salée dans le fleuve.

Mais les terres irriguées, ce ne sont pas les petits paysans qui vont en profiter. Elles sont déjà, pour ce qui concerne le Sénégal, dans les mains des grandes sociétés agro-industrielles à qui l'Etat "prête" la terre durant une longue période pour soi-disant faire fructifier le sol et pour apprendre aux paysans la technique de la culture sur irrigation.

Ces entreprises dites "pilotes" s'accaparent ainsi des meilleures terres en expropriant les paysans avec l'aide de l'Etat sous prétexte que c'est pour le bien de ces derniers. Les paysans qui n'ont pas encore été expropriés ont peur de l'être très bientôt car les meilleures terres sont convoitées aussi bien par les grandes sociétés que par les riches du coin.

C'est le cas dans la région de Matam ou de Podor entre autres. Ici dans l'immigration, les travailleurs originaires de la région du fleuve s'inquiètent aussi de ce qui risque de se passer dans leurs villages. Il semblerait, pour ce qui concerne la rive du fleuve, côté mauritanien, que les commerçants maures viennent des villes pour acheter aux paysans leur lopin de terre, une manière comme une autre de faire fructifier leur argent.

Et cela ne fait qu'envenimer les conflits ethniques déjà latents. En fin de compte, ceux qui profitent des barrages, ce sont les riches qui ont les moyens d'aménager des irrigations. Même s'ils n'"exproprient" pas de force les petits paysans, la sélection se fait par l'argent. Le coût estimé pour l'irrigation d'un hectare s'élèverait à 3 millions de F CFA.

Alors on comprend que ceux qui n'ont pas les moyens seront de fait les parents pauvres des barrages. Et finalement si "miracle" il y a, ce ne sera pas pour les pauvres.



S E N E G A L

SAINT LOUIS: LA MUNICIPALITE VEUT FAIRE PAYER ENCORE PLUS LES CONSOMMATEURS !

Des dignitaires du régime avec les autorités municipales se sont réunies pour trouver une solution au règlement des factures impayées de la commune de Saint Louis concernant l'eau, l'électricité et le téléphone.

"Le Soleil", quotidien du gouvernement, avance quelques 300 millions de FCFA d'arriérés que doit cette commune à la SONEES (Société concessionnaire d'eau et d'électricité)

Ces messieurs ont donc envisagé non seulement de supprimer des bornes-fontaines sous prétexte de "promouvoir les branchements individuels", mais aussi d'augmenter le tarif de la consommation d'eau.

Il est bien vrai que les privilégiés et les parasites, notamment les hauts fonctionnaires qui ont en général des maisons de fonction ne sont visés, ni par une éventuelle augmentation du tarif, ni par la suppression des bornes-fontaines.

Quant à l'éclairage de la ville, la municipalité ne dispose même pas d'ampoules de rechange. Nous pouvons leur suggérer une solution, c'est de supprimer aussi l'éclairage de la ville. Ils pourront ainsi mieux magouiller dans le noir.

KAOLACK ET DIOURBEL

"CROISADE CONTRE L'INSALUBRITE": LES ORDURES

A Kaolack comme à Diourbel, les autorités parlent de "croisade contre l'insalubrité". Elles font remarquer que ces villes-poubelles sont dues à l'insuffisance de moyens financiers.

"Le Soleil" rapporte que les délégués d'un quartier de Kaolack dénoncent l'enlèvement irrégulier des ordures ménagères et le manque des bacs à ordures.

Pour résoudre ce "fléau", il paraît clair, ne serait-ce qu'à entendre les autorités concernées, qu'il suffit d'y mettre les moyens appropriés. Mais au lieu de cela, ces messieurs proposent un tas de solutions propres à démontrer leur incapacité à régler le problème -à supposer qu'ils essaient- comme si acheter des bacs à ordures coûterait une fortune.

En voici quelques-unes de ces solutions: "redynamiser les comités d'hygiène" ou encore "renforcer la répression en appliquant strictement le code d'hygiène". Ces mêmes messieurs dénoncent "le manque de civisme de la population qui ne prend aucun soin de l'environnement", etc...

La solution pour résoudre ce problème de l'évacuation des ordures et son traitement existe bel et bien. Mais elle a très peu de chance de voir le jour tant que la population elle-même ne prenne pas les choses en mains et mette pour commencer à la poubelle tous ces messieurs qui parlent de "civisme" et de "répression".

TCHAD

L'OBJECTIF DU SYNDICAT EST LA "DEFENSE DE L'INTEGRITE TERRITORIALE"

"Le syndicat tchadien a pour objectif premier la défense de l'intégrité territoriale", a déclaré un responsable syndical en mars dernier, à Sarh au sud du pays, lors de l'ouverture d'un séminaire de formation des cadres syndicaux.

Eh oui ! ce n'est pas un poisson d'avril; c'est bien une déclaration que rapporte le très officiel "Info-Tchad", sorte de quotidien national daté des 8 et 9 mars.

Ce responsable n'a fait que reprendre un des slogans parmi tant d'autres du gouvernement de N'Djaména. Les slogans tels que "A bas l'envahisseur lybien" ou "Vive le Tchad uni" ou encore "Non à l'annexion du Tchad par Kadhafi" passent tout le temps à la radio. Tous les responsables politiques ou autres les reprennent comme un leitmotiv. Et ce n'est pas étonnant qu'on en arrive à oublier le rôle d'un syndicat, d'autant plus que celui-ci est inféodé au parti unique, l'UNIR, du dictateur Hissen Habré.

Définissant le rôle assigné aux futurs cadres syndicaux tchadiens, ce même responsable a ajouté que ceux-ci doivent lutter pour "le bien-être de leurs collègues travailleurs et non être des syndicalistes opportunistes, avérés dans l'art de revendications stériles".

Pas étonnant ! l'UNIR et le syndicat des travailleurs tchadiens sont un instrument du gouvernement qui défend les intérêts des privilégiés et de l'impérialisme. Il ne peut tolérer l'idée que les travailleurs puissent revendiquer en faisant grève.

COTE D'IVOIRE

LA SOGEFIHA EXPULSE LES PETITS SALARIES

La SOGEFIHA, société d'Etat qui gère les logements à loyers modérés a procédé à l'expulsion de certains de ses locataires. Oh, non ! Ne croyez pas que les locataires n'ont pas payé leurs loyers mensuels ! C'est simplement que la SOGEFIHA ayant mis en vente ces logements, certaines familles n'ont pas les moyens de les acheter dans les conditions exigées par elle.

En effet dans ces habitations de la SOGEFIHA, ce sont des personnes aux revenus modestes qui y habitent. Ce sont en général des petits salariés, des petits fonctionnaires. Il est bien évident que vu la crise du logement à Abidjan, quand on a un petit salaire et qu'on habite dans un des logements de la SOGEFIHA, on est bien content.

En mettant ces logements en vente et dans des conditions inaccessibles aux petits salariés, la SOGEFIHA les expulse de fait. Et il y a de quoi se mettre en révolte.

D'ailleurs certains locataires se sont organisés pour résister contre les expulsions. Et leur colère est telle que les autorités n'osent pas trop intervenir. Effectivement elles ont peur que cela ne soit la goutte d'eau qui fera déborder le vase.

AFRIQUE DU SUD : DULCIE SEPTEMBER VICTIME D'UN TERRORISME D'ETAT

La militante sud-africaine, Dulcie September, représentante de l'ANC (organisation anti-apartheid), a été sauvagement assassinée le 29 mars dernier par des mercenaires à la solde du régime raciste de Prétoria.

Dulcie September avait fait la prison en Afrique du sud pour son opposition à l'apartheid avant de continuer, une fois libérée, le combat en exil. C'est depuis 1983 qu'elle représentait l'ANC à Paris où elle a été lâchement tuée.

Ce crime odieux vient s'ajouter à la longue et sanglante liste des assassinats perpétrés contre ceux qui s'opposent à la politique criminelle des autorités sud-africaines. Les opposants sont pourchassés, arrêtés, torturés, massacrés ou pendus. Rien que depuis le début de cette année, il y a eu au moins 36 prisonniers politiques exécutés.

Depuis quelques mois, Prétoria durcit sa position face aux opposants anti-apartheid. Et il avait déclaré par la bouche du ministre de la Défense Magnus Malan: "L'ANC peut être frappé partout dans le monde". Et c'est cet ordre de tuer que les agents secrets sud-africains ont appliqué contre la représentante de l'ANC à Paris.

Ainsi, même en plein coeur de Paris, des tueurs protégés par l'appareil d'Etat sud-africain et munis peut-être de passeports diplomatiques sud-africains ont commis leur crime, sans inquiétude.

Mais de quoi peuvent-ils s'inquiéter quand ils savent qu'ils ont affaire à un gouvernement français qui reprend volontiers avec complaisance les thèses sud-africaines? Et c'est ce qu'a fait un membre du gouvernement français, M. Pandraud, qui a répété -après Prétoria- que l'assassinat de Dulcie September ferait partie "des règlements de compte entre les fractions diverses de terroristes, qui ne doivent pas se dérouler sur notre territoire".

Pourtant, il est clair pour tout le monde -sauf pour les gens de mauvaise foi- que le meurtre de Dulcie September est bel et bien l'oeuvre du terrorisme d'Etat sud-africain qui traque les militants anti-apartheid même en Europe. Déjà, en juillet 1987, à Londres, une tentative d'enlèvement de quatre militants de l'ANC a échoué. En février dernier, un représentant de l'ANC à Bruxelles a pu échapper à une fusillade. Et puis deux jours avant la fusillade dont Dulcie September fut victime, une bombe placée devant le bureau de l'ANC à Bruxelles a pu être désarmée à temps.

Alors, le ministre de l'Intérieur Pasqua et son collègue Pandraud qui, il y a deux ans, prétendaient "terroriser les terroristes", n'étaient pas au courant de tous ces actes criminels perpétrés par Prétoria? Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Quand il s'agit de frapper des militants politiques qui ont choisi par désespoir le terrorisme individuel comme moyen de lutte, le gouvernement français se montre impitoyable dans la répression, mais quand il a affaire à un terrorisme d'Etat, il ferme les yeux. Et cela peut toujours servir à quelque chose dans le cadre des arrangements ou des "affaires" entre Etats.

ELECTIONS PRESIDENTIELLES EN FRANCE :

LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEUR LUTTE

Depuis plusieurs mois, la vie politique en France est dominée par les prochaines élections présidentielles. La radio et la télévision sont quasiment monopolisées par les représentants des grands partis, par les mêmes politiciens qui défilent à longueur d'année.

En tant qu'immigrés, nous n'avons certes pas le droit de vote, mais en tant que travailleurs, nous sommes tous concernés par la vie politique dans ce pays. Ainsi, dans ces élections, il y a deux candidats des partis de droite, Chirac et Barre. Ces derniers défendent sans s'en cacher les intérêts des patrons.

A leur droite, il y a la candidature de Le Pen. Celui-ci utilise les sentiments racistes, contre l'immigration, pour mener sa campagne électorale. Si ce raciste aux idées infectes se présente aux élections, ce n'est certes pas pour avoir des chances d'être élu, mais plutôt pour tenter d'avoir un score électoral qui lui permettra de quémander un strapontin dans un gouvernement de droite et peser par une politique franchement réactionnaire.

Face à ces candidats de droite, certains travailleurs, français mais aussi immigrés, croient que la réélection de Mitterrand serait le moindre mal. Et en effet, beaucoup de travailleurs pensent que Mitterrand serait un contrepoids face aux racistes de Le Pen, face à la droite réactionnaire de Chirac ou Barre. Ils se font trop d'illusions.

Il est vrai qu'en mai 1981, lorsque Mitterrand a été élu président, au début de son mandat il a fait quelques gestes en direction des travailleurs. En particulier le SMIC a été relevé de 10%, la semaine de travail est abaissée à 39H, et il y a eu la cinquième semaine de congés payés. C'est en 1981 aussi qu'un grand nombre de travailleurs immigrés clandestins ont pu régulariser leur situation et obtenir leur carte de séjour. Et pour faire plaisir aux électeurs de gauche en général, quatre ministres communistes ont été intégrés dans le gouvernement de Mauroy.

Mais cela n'a pas duré longtemps. Le gouvernement de gauche était là en fait pour gérer les affaires de la bourgeoisie. En effet, en 1982, le gouvernement de gauche a décidé le blocage de salaires, un beau cadeau pour les patrons. Il a permis de réduire les charges des entreprises, un autre cadeau pour les patrons.

Par la suite, ce même gouvernement a permis aux patrons de licencier bien des travailleurs dans la métallurgie et la sidérurgie. A Talbot, lorsque les travailleurs faisaient la grève et occupaient l'usine pour s'opposer aux licenciements, Mauroy a dénoncé les grévistes en déclarant que les travailleurs immigrés (majoritaires dans l'usine) étaient "manipulés par les ayatollahs". Mauroy n'est peut-être pas raciste, en tous les cas, c'est du mépris vis-à-vis des travailleurs.

Sous les gouvernements de gauche (de Mauroy et de Fabius), et par la suite à partir de mars 1986 sous celui de Chirac, Mitterrand n'a pas levé le petit doigt pour s'opposer aux mesures prises contre les travailleurs. Pour lutter soi-disant contre le chômage des jeunes, on a inventé les TUC (Travaux d'Utilité Collective) des jeunes qui travaillent pour environ la moitié du SMIC. Le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter et les salaires stagnent alors que les profits des capitalistes s'accroissent périodiquement.

Et en ce qui concerne les travailleurs immigrés, on a institué le système de visas de circulation pour ceux qui n'ont pas la carte de séjour de 10 ans. On a donné plus de pouvoir à la police pour décider de l'obtention ou du refus des cartes de séjour. On a procédé à des expulsions systématiques des "clandestins". Il y a eu même l'action spectaculaire de l'expulsion des 101 Maliens.

Quant à la politique de Mitterrand vis-à-vis des pays du tiers-monde, elle n'est différente en rien de celle de ses prédécesseurs. En fait, Mitterrand c'est un homme politique qui défend les intérêts de la bourgeoisie. Son étiquette de "socialiste" ne sert qu'à tromper les travailleurs.

Autant en 1981 il faisait des promesses en direction des travailleurs, autant maintenant, lui et ses partisans disent tout haut qu'ils ne promettent rien. Cela veut dire clairement qu'il ne faut rien attendre de lui. D'autant plus que Mitterrand sous-entend dans ses déclarations que s'il est réélu, il est probable qu'il fera appel à des hommes de droite pour gouverner.

Quant au candidat du PC, Lajoinie, il a l'air de vouloir défendre les intérêts des travailleurs en réclamant le SMIC à 6.000F, l'arrêt des licenciements, etc. Mais n'oublions pas qu'en 1981 et 1982, le PC a participé au gouvernement de gauche et que les ministres communistes ont cautionné la politique de Mitterrand contre les travailleurs.

Même si maintenant Lajoinie dit que c'est par la lutte qu'on peut faire aboutir les revendications des travailleurs, le PC ne fait rien pour qu'une lutte générale s'engage. La seule perspective qu'a le PC, c'est de monnayer ses voix pour une éventuelle participation à un gouvernement de gauche.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces élections. Ils n'ont rien à espérer de l'homme qui sera élu demain, qu'il soit de droite ou de gauche. Les travailleurs n'ont pas d'autres solutions que la lutte pour défendre leurs salaires, leurs conditions de travail ou de vie. C'est en engageant cette lutte avec détermination que les travailleurs peuvent imposer leurs solutions à la bourgeoisie.

Et dans ce combat, les travailleurs immigrés qui, eux, n'ont pas le droit de vote, ont un rôle important à jouer. Dans le passé, ils ont montré, en luttant contre les licenciements dans les entreprises d'automobiles qu'ils peuvent peser dans la vie politique de ce pays. Tout récemment encore, la grève des ouvriers de Chausson pour des augmentations de salaires de 1.000F était un exemple à ne pas négliger. Il y a dans ce pays bien des travailleurs qui luttent contre les licenciements, pour des augmentations de salaires, comme dans les usines SNECMA à l'heure actuelle.

Les travailleurs n'auront que ce qu'ils seront capables d'imposer. Et plus cette lutte sera généralisée, plus les travailleurs auront des chances de faire pencher la balance.

Et parmi les candidats, seule Arlette Laguiller, une candidate d'extrême-gauche, défend une telle politique. Elle se présente au premier tour des élections pour permettre à tous ceux qui veulent montrer leur opposition à la politique de la droite comme à celle de la gauche (celle du PS ou du PC). Ce qui peut compter, ce n'est pas le résultat du deuxième tour, mais celui du troisième tour, c'est à-dire celui de la lutte travailleurs après les élections.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.